

15/02/2017 : Adoption du CETA : la Commission Européenne doit maintenant s'engager à soutenir le secteur bovin européen – Michel Dantin, Angélique Delahaye (PPE, Fr)

« Nous croyons fondamentalement que l'accord entre l'Union européenne et le Canada est équilibré pour l'Europe, dans son volet général comme dans son chapitre agricole, ce qui était l'une de nos lignes rouges », ont déclaré Michel Dantin et Angélique Delahaye, à la suite du vote sur le CETA, adopté aujourd'hui en session plénière du Parlement européen.

« Le CETA permet, pour la première fois, de protéger 143 indications géographiques (IGP) européennes, dont 42 françaises, pour la plupart déjà présentes sur le marché canadien. En outre, les secteurs du lait, des produits laitiers, des céréales, des vins et spiritueux, des produits transformés et des fruits et légumes sont pleinement gagnants.

Néanmoins, comment ne pas entendre les inquiétudes de la filière bovine, exprimées depuis des mois. Nous avons effectué, en lien avec le secteur, la Commission européenne, les autorités françaises et canadiennes, un véritable travail technique, pour nous faire un avis sur l'impact potentiel de l'accord sur cette filière. Malheureusement, en dépit de l'existence de garanties sanitaires fortes et de clauses de sauvegarde, des doutes subsistent. Nous avons envoyé cette semaine un courrier au Président Juncker et aux Commissaires Malmström et Hogan afin de leur faire part de nos inquiétudes pour le secteur bovin, nous devrions obtenir des réponses d'ici la fin de la semaine.

En ouvrant totalement le marché canadien aux producteurs européens, le CETA peut constituer une opportunité pour le secteur bovin européen, vérité que l'on ne peut pas non plus passer sous silence ! Toutefois, nous déplorons l'absence d'annonces de la Commission européenne, qui pourrait à l'instar du Canada pour le secteur laitier, proposer un plan de compensation et de structuration du secteur bovin européen pour lui donner toutes ses chances d'exploiter les opportunités qu'offrent le CETA.

Ce sont les raisons pour lesquelles, nous nous sommes aujourd'hui abstenus ».